

Direction de la coopération pour le développement  
Comité d'aide au développement

## Groupe de travail du CAD sur les statistiques du financement du développement

Apports extérieurs de ressources au-delà de l'APD :  
les envois de fonds dans le cadre statistique du CAD de l'après-2015.

19-20 novembre 2013, Paris.

*La note ci-jointe traite de la question de savoir quelle place pourrait être faite aux envois de fonds dans le cadre statistique du CAD de l'après-2015. Elle passe en revue les méthodes et données existantes et rend compte de l'importance de ces transferts par rapport à l'ensemble des ressources que reçoivent les pays en développement, en expliquant dans quelle mesure ils contribuent au développement. Elle est présentée pour examen à la réunion informelle du Groupe de travail du CAD sur les statistiques du financement du développement qui aura lieu le 20 novembre 2013. En particulier, les membres sont invités à formuler des commentaires sur les moyens possibles de prendre davantage en compte ces apports dans le système du CAD, qui sont exposés dans la section IV.*

Personnes à contacter : Mme Cécile Sangaré (cecile.sangare@oecd.org) ; M. Giovanni Maria Semeraro (giovannimaria.semeraro@oecd.org)

JT03350122

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine

*Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.*

## **APPORTS EXTÉRIEURS DE RESSOURCES AU-DELA DE L'APD : LES ENVOIS DE FONDS DANS LE CADRE STATISTIQUE DU CAD DE L'APRÈS-2015**

### **I. Introduction**

1. « Les envois de fonds représentent les revenus de ménages qui proviennent d'économies étrangères et dont l'origine est principalement liée au déplacement, temporaire ou permanent, de personnes vers ces économies »<sup>1</sup>. En progression rapide depuis quelques années, ces apports constituent désormais la source extérieure de fonds la plus importante pour beaucoup de pays en développement. Selon la Banque mondiale<sup>2</sup>, les envois de fonds du monde entier vers les pays en développement ont atteint leur niveau le plus élevé en 2012, avec un montant de **389 milliards USD**, lequel est supérieur à celui de l'aide publique au développement (APD) et se classe après celui de l'investissement direct étranger (IDE). Dans le contexte de la crise financière mondiale, ces transferts assurent à bien des pays en développement un apport de ressources appréciable en raison de leur caractère contracyclique (ils augmentent en période de récession dans le pays destinataire, à la différence des flux de capitaux provenant, par exemple, de l'IDE, qui suivent davantage l'évolution de la conjoncture). En outre, si les capitaux privés sont principalement dirigés vers les pays émergents, les envois de fonds jouent un rôle particulièrement grand dans les pays pauvres (dont ils peuvent représenter jusque près de la moitié du PIB, comme dans le cas du Tadjikistan en 2008), et ils sont considérés comme un facteur majeur de résilience des personnes face aux crises économiques ou humanitaires.

2. Par conséquent, les statistiques sur les envois de fonds font l'objet d'une forte demande pour la réalisation d'analyses très diverses concernant le financement du développement. Ces transferts ne sont pas pris en compte dans les statistiques du Comité d'aide au développement (CAD)<sup>3</sup>. La principale source de données sur le sujet est le *Balance of Payments Statistics Yearbook* (Annuaire de statistiques de balance des paiements) du FMI, mais celles-ci posent des problèmes de qualité et de comparabilité. La nécessité d'améliorer les données sur les envois de fonds a été inscrite parmi les priorités du G8 lors du Sommet de Sea Island, en 2004, ce qui a suscité la création du Groupe de travail du G8 sur les envois de fonds internationaux (GRWG) en 2009.

3. Les dirigeants du G8 en 2009 et le G20 en 2011 ont entériné les objectifs du GRWG relatifs à la coordination des initiatives internationales concernant les envois de fonds et au soutien des marchés des envois de fonds, et ils se sont engagés à **réduire le coût moyen des transferts de fonds pour le ramener de 10 % à 5 % à l'horizon 2014**. Lors de la Réunion du CAD au niveau des hauts fonctionnaires de

---

1 . Cf. sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds monétaire international, appendice 5.

2 . Voir [World Bank Migration and Development Brief 21](#).

3 . On a toujours pensé que les envois de fonds servaient à financer davantage la consommation que l'investissement, et qu'ils n'entraient pas par conséquent dans le champ couvert par la notion statistique de « ressources destinées au développement » définie par le CAD ; voir le Rapport 2004 sur la coopération pour le développement, pp. 56-61.

2013, les membres ont de nouveau affirmé qu'il était nécessaire de consacrer davantage de ressources aux efforts visant à faciliter la circulation des fonds faisant l'objet de transferts à travers les circuits formels (banques et intermédiaires financiers), afin d'encourager l'épargne et d'accroître la capacité d'emprunt des pays sur les marchés financiers internationaux.

4. La présente note examine **comment faire davantage de place aux envois de fonds dans le cadre statistique du CAD**. Elle a été élaborée dans le cadre de l'axe de travail du CAD sur l'amélioration des statistiques relatives aux apports de ressources au-delà de l'APD<sup>4</sup>, mais elle est aussi destinée à servir de contribution à l'exécution du mandat confié au CAD par la Réunion à haut niveau, à savoir la modernisation de la mesure et du suivi du financement extérieur du développement dans la perspective de l'après-2015 (l'un des résultats inscrits dans le plan de travail pour l'exécution de ce mandat consiste à dresser un tableau des apports extérieurs de ressources pour le financement du développement et des instruments sur lesquels ils reposent, ainsi que des sources d'information sur le financement extérieur du développement et des utilisations qui en sont faites, l'un des buts visés étant de mieux cerner la façon dont les bénéficiaires appréhendent tout l'éventail des apports de ressources, ainsi que l'interaction qui s'exerce entre les différents types d'apports et les facteurs qui les suscitent<sup>5</sup>).

5. La présente note est structurée de la façon suivante : la section II examine et compare les sources existantes de données sur les envois de fonds (notamment les méthodes et les définitions) et met en lumière la source d'information la plus adaptée aux besoins du CAD. La section III traite de l'importance de ces transferts par rapport à l'ensemble des ressources que reçoivent les pays en développement, et explique, à partir d'une analyse des travaux consacrés au sujet, dans quelle mesure ils contribuent au développement (leur impact économique et les considérations qui les motivent étant sujets à controverse). Enfin, la section IV expose les moyens possibles de prendre davantage en compte ces apports dans les analyses et les produits du CAD.

## **II. Examen des données et des méthodes existantes concernant les envois de fonds**

### ***A. Des définitions très variées***

6. Le tableau 1 ci-dessous donne un aperçu des définitions des envois de fonds qu'utilisent certains organismes multilatéraux, centres de réflexion et organismes d'aide, et permet d'en constater toute la diversité.

---

4 . Pour de plus amples informations sur cet axe de travail, voir [DCD/DAC/STAT\(2013\)2](#).

5 . Voir [DCD/DAC/RD\(2013\)12/RD2](#), objectif 2D.

Tableau 1. La définition des envois de fonds selon divers organismes

Organisations internationales	Centres de réflexion	Organismes d'aide
<p><b><u>Fonds monétaire international (FMI) :</u></b> les envois de fonds personnels sont définis comme des transferts courants et en capital, en espèces ou en nature, entre des ménages résidents et des ménages non-résidents, plus la rémunération nette des salariés.</p>	<p><b><u>Overseas Development Institute :</u></b> revenu (sous quelque forme que ce soit) reçu par un ménage se trouvant dans un lieu précis, de la part d'individus ou de ménages vivant dans un autre lieu.</p>	<p><b><u>Agence canadienne de coopération internationale (ACDI) :</u></b> l'argent et les biens que les migrants obtiennent par leur travail dans le pays où ils vivent et qu'ils envoient à leur famille restée dans leur pays d'origine ou leur pays ancestral.</p>
<p><b><u>Banque mondiale :</u></b> transferts internationaux, de personne à personne, de sommes d'argent relativement peu importantes.</p>	<p><b><u>Centre for Global Development :</u></b> somme des dépôts de non-résidents sur des comptes bancaires de leur pays d'origine (dont une partie provient des membres migrants des ménages) et des transferts directs de l'étranger vers les ménages.</p>	<p><b><u>USAID :</u></b> sommes d'argent envoyées par des personnes qui travaillent à l'étranger à des destinataires se trouvant dans le pays dont elles sont originaires.</p>
<p><b><u>Organisation internationale pour les migrations (OIM) :</u></b> transferts monétaires personnels qu'un travailleur migrant effectue vers ses proches dans son pays d'origine.</p>	<p><b><u>Institut des politiques migratoires :</u></b> sommes d'argent envoyées par un individu ou un ménage migrant à un autre individu ou ménage se trouvant dans son pays d'origine.</p>	<p><b><u>DFID :</u></b> sommes d'argent envoyées par un individu ou un ménage à un autre individu ou un autre ménage. Les envois internationaux de fonds sont des transferts d'argent effectués par des travailleurs migrants ayant quitté leur pays d'origine.</p>

7. À la suite du Sommet du G8 de 2004, des travaux méthodologiques ont été effectués au niveau mondial en vue d'améliorer et d'harmoniser les méthodes et les données concernant les composantes de la balance des paiements qui se rapportent aux envois de fonds (voir la chronologie dans l'encadré 1). Le FMI a donc inscrit en 2011, dans le MBP6, une définition des envois de fonds approuvée au niveau international, qui recouvre trois composantes distinctes des statistiques de la balance des paiements (voir section suivante).

**Encadré 1. Travaux méthodologiques effectués au niveau mondial sur les envois de fonds**

En 2003, Ratha (Banque mondiale) a estimé que la manière la plus juste d'estimer les envois de fonds était de faire la somme de trois composantes de la balance des paiements : la « rémunération des salariés » (compte courant), les « envois de fonds des travailleurs » (compte courant) et les « transferts des migrants » (compte de capital).

En 2005, lors d'une réunion organisée conjointement par la Banque mondiale et le FMI, un groupe de spécialistes des statistiques sur les envois de fonds a été constitué avec des volontaires chevronnés en vue de travailler sur un guide pour l'établissement de statistiques sur les envois de fonds, ainsi que d'améliorer les méthodes et les données relatives aux composantes de la balance des paiements qui s'y rapportent. En 2008, a été mis en place le Groupe de travail sur les envois de fonds internationaux (GRWG) qui a été chargé, parmi ses quatre domaines d'activité thématiques, des questions concernant les données (traitées dans le cadre du Groupe dit du Luxembourg sur les données relatives aux envois de fonds, auquel l'OCDE a aussi pris part). En 2009, le FMI, la Banque mondiale, Eurostat et l'OCDE ont publié conjointement l'ouvrage intitulé « Transactions internationales liées aux envois de fonds : guide pour les statisticiens et les utilisateurs ».

L'un des résultats essentiels des travaux méthodologiques consacrés aux envois de fonds a été la suppression de la notion de « migrant » des composantes statistiques de la balance des paiements qui se rapportent aux envois de fonds, laquelle a été remplacée par celle de « résidence ». Cette modification a été incorporée dans la sixième édition du Manuel de la balance des paiements (MBP6) en 2011.

**B. Définition des envois de fonds au sens de la balance des paiements et composantes de celle-ci qui s'y rapportent**

8. Le tableau 2 ci-dessous montre comment les éléments relatifs aux envois de fonds sont présentés dans le MBP6.

**Tableau 2. Définition des envois de fonds dans le MBP6**

Envois de fonds globaux et transferts aux ISBLSM : a+b+c+d+e+f					
Envois de fonds globaux : a+b+c+d				e	f
Envois de fonds personnels : a+b+c			d		
a	b	c			
Transferts personnels (inclus dans les transferts courants)	Rémunération des salariés, moins impôts, cotisations sociales, transport et voyages	Transferts en capital entre ménages	Prestations sociales	Transferts courants aux ISBLSM	Transferts en capital aux ISBLSM

Note : Les transferts personnels constituent un poste type; les autres postes sont supplémentaires.

Source : FMI, 2008 (MBP6).

*Envois de fonds personnels (a+b+c)*

9. Introduite par le MBP6, la notion d'**envois de fonds personnels** recouvre trois éléments :

- a. **les transferts personnels** (notion qui a remplacé celle des « envois de fonds des travailleurs »<sup>6</sup> utilisée dans le MBP5) comprennent tous les transferts courants en espèces ou en nature reçus par des ménages résidents de la part de ménages non-résidents. Ce concept est particulièrement conforme à la notion de **transferts périodiques sans contrepartie, non marchands, entre résidents de différents pays**.
- b. la **rémunération des salariés** correspond aux gains bruts des travailleurs résidant à l'étranger pendant moins de 12 mois, y compris la valeur des avantages en nature. Elle comprend la rémunération versée par des entreprises résidentes à des travailleurs non-résidents (dont les traitements et salaires du personnel diplomatique et des fonctionnaires d'organisations internationales telles que le FMI, la Banque mondiale ou l'OCDE), ainsi que la rémunération de résidents employés par des entreprises non résidentes. Afin de mesurer les envois de fonds personnels conformément au MBP6, la rémunération des salariés est enregistrée sur une base nette. **La rémunération des salariés est un indicateur approprié du travail transfrontalier saisonnier et de la dépendance économique entre pays** (ex., dépendance du Lesotho vis-à-vis de l'Afrique du Sud).
- c. Les **transferts en capital entre ménages** (notion qui a remplacé celle de « transferts des migrants » utilisée dans le MBP5) comprennent tous les transferts en capital entre ménages résidents et ménages non-résidents et représentent le patrimoine des personnes qui changent de lieu de résidence en se rendant dans un autre pays pour une période d'au moins un an. Les transferts en capital rendent compte de deux types distincts d'opérations :
  - *les actifs existant au moment du retour dans le pays d'origine* : les actifs accumulés durant leur séjour à l'étranger par des non-résidents qui rentrent dans leur pays d'origine ;
  - *le changement de situation au regard de la résidence* : le fait pour une personne de changer de pays de résidence, ce qui ne donne pas nécessairement lieu à de véritables flux de capitaux.

*Envois de fonds globaux (envois de fonds personnels +d)*

10. Les envois de fonds globaux recouvrent l'ensemble des revenus que procure aux ménages le travail à l'étranger et constituent la somme des envois de fonds personnels et des prestations sociales (qui comprennent les prestations servies par les caisses de sécurité sociale et les caisses de retraite).

*Envois de fonds globaux et transferts aux institutions sans but lucratif au service des ménages (envois de fonds globaux +e+f)*

11. Les envois de fonds globaux et les transferts aux institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comprennent tous les transferts qui vont vers les ménages directement ou indirectement par l'intermédiaire des ISBLSM, ainsi que les gains nets des travailleurs à court terme à l'étranger (sont inclus les dons, en espèces ou en nature, de la part des administrations publiques et des entreprises au profit d'organismes caritatifs d'un autre pays). **Les envois de fonds globaux et les transferts aux ISBLSM constituent donc un concept très large, qui n'a pas de rapport étroit avec la migration.**

12. En règle générale, les données sur les envois de fonds sont en grande partie le résultat d'une estimation. Il y a aussi lieu de noter que, si celles-ci ne tiennent pas compte des transferts informels, le fait

---

6. Les envois de fonds des travailleurs étaient définis comme la valeur des transferts monétaires effectués vers leur pays d'origine par des travailleurs résidant à l'étranger durant plus d'une année. Des données sur les envois de fonds des travailleurs continuent d'être recueillies pour assurer la continuité des séries.

d'y inclure la rémunération des salariés tend à se traduire par une surestimation du montant effectif des envois de fonds transfrontaliers (voir également le paragraphe 18).

### C. Les données de la Banque mondiale sur les envois de fonds

13. La Banque mondiale publie des séries statistiques sur les envois de fonds qu'elle dérive des données de la balance des paiements recueillies par le FMI, mais en les ajustant de façon à y intégrer des estimations concernant des pays qui ne fournissent pas de données sur ces transferts avec leurs statistiques de la balance des paiements. Ces séries, qui se rapportent à la notion d'envois de fonds personnels, comprennent des données annuelles sur les différentes composantes des entrées et des sorties de fonds personnels<sup>7</sup>. Les statistiques correspondantes de la balance des paiements ne sont elles-mêmes disponibles que par pays destinataire ou pays expéditeur et ne permettent pas, par exemple, l'estimation des envois de fonds des pays du CAD vers les pays en développement.

14. Afin de combler cette lacune, Ratha et Shaw ont mis au point une matrice bilatérale expéditeur/destinataire sur les envois de fonds, qui présente des estimations sur les migrations et les envois de fonds bilatéraux établies à l'aide de données de 2010 sur i) les stocks de migrants, ii) les stocks de migrants et le revenu des pays destinataires et iii) les stocks de migrants, le revenu des pays destinataires et le revenu des pays expéditeurs. La Banque mondiale a actualisé la matrice pour 2011 et 2012 à l'aide de données sur les migrations concernant 71 pays destinataires qui figurent dans le *Migration and Remittances Factbook* de 2011. La matrice bilatérale sur les envois de fonds est particulièrement utile pour dégager des estimations sur les envois de fonds personnels vers les pays en développement à partir des pays du CAD<sup>8</sup>.

15. Malgré des travaux méthodologiques qui ont été effectués ces dernières années au niveau international, les données sur les envois de fonds sont incomplètes et leur qualité est tributaire des capacités statistiques nationales, qui sont très variables d'un pays à l'autre. **Les meilleures estimations (comme les séries de la Banque mondiale sur les envois de fonds) sont le résultat de travaux de modélisation et doivent être interprétées avec prudence.** De plus, il importe de veiller à utiliser les concepts les plus appropriés dans les analyses concernant les ressources reçues par les pays en développement, eu égard aux modifications apportées à la méthodologie dans le MBP6 (envois de fonds personnels ou envois de fonds globaux ou envois de fonds globaux et transferts aux ISBLSM).

---

7. La Banque mondiale présente les statistiques sur les envois de fonds personnels comme la somme de deux des éléments de premier plan utilisés dans le MBP6 : les transferts personnels et la rémunération des salariés. Elle en exclut le troisième élément, à savoir les « transferts en capital entre ménages », car les données y afférentes sont difficiles à obtenir au niveau national et presque aucun pays n'en communique.

8. La Direction des statistiques de l'OCDE recueille aussi des données sur les envois de fonds des travailleurs et la rémunération des salariés (selon le MBP5) au niveau bilatéral en s'appuyant sur la base de données d'Eurostat sur les sorties et les entrées de fonds provenant des envois des travailleurs et de la rémunération des salariés par pays partenaire. Le tableau dégagé est toutefois incomplet car il porte uniquement sur les envois de fonds des pays d'Europe et du Japon.

### III. Intérêt de la prise en compte des envois de fonds dans les analyses concernant les apports totaux de ressources aux pays en développement

#### A. Quelle est l'importance des envois de fonds par rapport à l'ensemble des ressources que reçoivent les pays en développement ?

*Une tendance stable à la hausse des envois de fonds*

16. Les envois de fonds du monde entier vers les pays en développement<sup>9</sup> ont augmenté aux prix constants de 2010 pour passer de 187 milliards USD à 345 milliards USD entre 2004 et 2011 (graphique 1), de sorte qu'ils sont devenus, pour les pays en développement, la deuxième source de financement, juste après les apports privés aux conditions du marché (composés principalement d'IDE). Durant la même période, les apports assimilables à de l'APD (apports bilatéraux et multilatéraux assortis de conditions libérales) sont passés de 122 milliards USD à 165 milliards USD. Alors que la part de l'APD dans le total des ressources reçues par les pays en développement est tombée de 21 % en 2004 à 15 % en 2011, celle des envois de fonds du monde entier dans ce total est demeurée stable, à 32 %. Dans son [Migration and Development Brief 21](#), la Banque mondiale indique que, selon ses estimations, les envois de fonds du monde entier vers les pays en développement continueront de progresser pour atteindre 540 milliards USD à l'horizon 2016.

17. Cependant, les données sur les envois de fonds qui sont présentées au graphique 1 couvrent l'ensemble des envois de fonds et ne peuvent donc être pleinement comparées à celles qui se rapportent aux autres apports des seuls pays du CAD. Selon les estimations de la Banque mondiale disponibles à partir de l'année 2010, les envois de fonds des pays du CAD vers les pays en développement se sont élevés en 2011 à 185 milliards USD, soit 20 % du total des ressources reçues par ces derniers.

18. Par ailleurs, le fait d'intégrer la *rémunération des salariés* dans les données tend à entraîner une surestimation de l'importance des envois de fonds en raison de la prise en compte de la part des gains des travailleurs migrants qui est dépensée dans le pays d'accueil et ne sera jamais transférée, ainsi que du revenu des non-migrants, par exemple du personnel recruté localement des ambassades, des consulats et des organisations internationales, qui sont traités comme des entités extraterritoriales dans les statistiques de la balance des paiements. Si les catégories que recouvre cette dernière sont bien définies, elles peuvent ne pas être utilisées de la même façon partout dans le monde, ce qui peut influencer sur la comparabilité des données<sup>10</sup>.

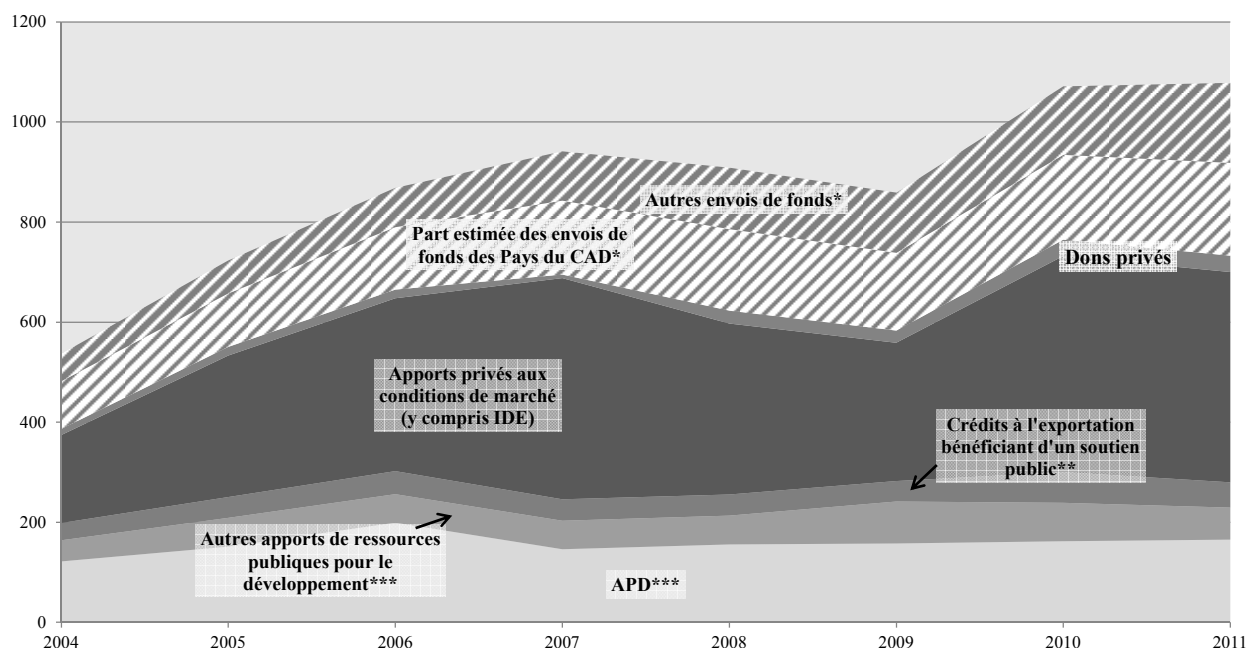
---

9 . Composés des transferts personnels et de la rémunération des salariés, selon [les statistiques de la Banque mondiale sur les envois de fonds](#).

10 . Par exemple, certaines banques centrales classent la quasi-totalité des envois de fonds des migrants dans la rubrique « rémunération des salariés ». D'autres n'enregistrent pas les « transferts des migrants » dans le compte de capital de la balance des paiements.



**Graphique 1. Recettes brutes des pays en développement, y compris les envois de fonds du monde entier, en 2004-2011, milliards USD, prix constants de 2011**



\* Y compris les transferts personnels et la rémunération des salariés. La part des fonds des pays du CAD a été estimée d'après les matrices bilatérales de la Banque mondiale sur les envois de fonds pour 2010 et 2011.

\*\* Y compris les crédits publics directs à l'exportation et les crédits privés à l'exportation bénéficiant d'une garantie publique.

\*\*\* Y compris les apports bilatéraux et multilatéraux à destination des pays en développement.

Sources: Statistiques du CAD et statistiques de la Banque mondiale sur les envois de fonds.

19. Mais il se peut aussi que les envois de fonds soient sous-estimés car ils ne comprennent pas les transferts effectués à travers les circuits informels, comme l'argent directement transporté par des personnes ou envoyé par courrier. Ces apports, dénommés « hawala », « hundi » ou « fei qian », ne sont pas enregistrés dans les statistiques officielles mais, selon les estimations, représenteraient un tiers à la moitié des envois de fonds du monde entier<sup>11</sup>.

*Les envois de fonds ont représenté 2.2% du PIB des pays en développement en 2005-2011*

20. Au cours de la période 2005-2011, le rapport des envois de fonds personnels au PIB des 10 premiers destinataires allait de 39 % à 19 %, les cinq premiers destinataires étant le Tadjikistan, le Lesotho, la Moldavie, les Tonga et le Liban (voir tableau 3 ci-dessous). S'agissant du rapport des transferts personnels (envois de fonds des travailleurs) au PIB, les cinq premiers destinataires ont été, pour la même période, le Tadjikistan, Haïti, la République kirghize, les Samoa et le Liban.

11. CGD (Center for Global Development) 2004 ; voir bibliographie.

**Tableau 3. Part des envois de fonds personnels et des transferts personnels dans le PIB des pays en développement, 2005-2011**

Envois de fonds personnels (pourcentage du PIB) par groupe de revenu				Transferts personnels (pourcentage du PIB) par groupe de revenu			
Groupe de revenu	Moyenne	Maximum	Écart type	Groupe de revenu	Moyenne	Maximum	Écart type
PFR	6.1	39.1	7.7	PFR	6.1	39.0	7.8
PRITI	7.9	35.3	7.1	PRITI	6.0	20.7	5.3
PRITS	3.2	21.8	3.7	PRITS	3.2	19.0	3.4

Les 10 premiers destinataires des envois de fonds personnels (pourcentage du PIB)		Les 10 premiers destinataires des transferts personnels (pourcentage du PIB)	
Tadjikistan	39.1	Tadjikistan	39.0
Lesotho	35.3	Haïti	21.7
Moldavie	28.3	République kirghize	21.0
Tonga	24.5	Samoa	20.7
Liban	21.8	Liban	19.0
Haïti	21.7	Honduras	18.7
République kirghize	21.0	Népal	18.5
Samoa	20.8	Tonga	18.4
Népal	19.5	Salvador	17.2
Honduras	18.9	Guyana	16.4

Source : Banque mondiale

### **B. Les envois de fonds font-ils partie des sources de financement du développement ?**

21. Dans de nombreuses études, les envois de fonds ont été assimilés à des ressources destinées à financer le développement, sans faire grand cas de la question de savoir si le développement économique était véritablement leur objectif ou leur effet. Il existe toutefois des travaux de recherche sur ce sujet, qui sont brièvement passés en revue ci-dessous.

#### *1. Quels sont les motifs qui suscitent les envois de fonds ?*

22. Cette question a fait l'objet d'analyses approfondies, mais il est difficile de déterminer précisément ce qui régit la volonté d'effectuer ces transferts (soutenir des proches, investir, épargner, etc.).

23. Comme Stark (1991) l'a fait observer, il n'existe pas de théorie générale sur les envois de fonds. Mais les études sur le sujet montrent qu'il existe plusieurs déterminants à l'origine de ces opérations, lesquels vont de l'altruisme pur à l'intérêt personnel pur, ce qui donne à penser que la décision d'effectuer des envois de fonds peut obéir à des ressorts assez complexes et n'a donc pas nécessairement pour moteur le souci du bien-être de la famille restée dans le pays d'origine. Selon le modèle de l'altruisme pur, le migrant éprouve de la satisfaction à assurer le bien-être de ses proches, encore que le montant des envois

de fonds tend à diminuer avec l'augmentation du revenu de la famille, ainsi qu'au fil du temps à mesure que les liens avec cette dernière se distendent. En revanche, dans le scénario de l'intérêt personnel pur, les envois de fonds semblent essentiellement déterminés soit par la volonté d'hériter, soit par le souci de faire en sorte que les proches restés dans le pays d'origine puissent s'occuper des actifs que le migrant peut y avoir laissés. D'autres déterminants ont été mis en lumière entre l'altruisme et l'intérêt personnel; par exemple, Lucas et Stark (1985) ont expliqué la volonté d'effectuer des envois de fonds à l'aide d'un modèle plus éclectique dénommé « altruisme tempéré » ou « intérêt personnel bien compris », selon lequel la décision de migrer que prend un membre de la famille résulte d'une décision de cette dernière, les envois de fonds faisant office de mécanisme de redistribution des gains à la famille.

## *2. Les entrées de fonds et leur impact sur le développement économique et le bien-être*

24. L'impact que produisent les envois de fonds sur le plan microéconomique ou macroéconomique est sujet à controverse, et on ne voit pas encore très bien dans quelle mesure ces apports contribuent au développement. Ci-dessous sont résumés les constats généraux qui se dégagent des travaux réalisés sur le sujet.

### *Éducation et santé*

25. Des études économétriques (Lopez-Cordova 2006, Hanson et Woodruff 2002 sur les effets positifs dans le domaine de l'éducation au Mexique ; Cox Edwards et Ureta 2003 sur Le Salvador ; Hildebrandt et McKenzie 2003 sur la santé) ont fait apparaître une corrélation positive entre les envois de fonds et les progrès sur le plan de l'éducation et de la santé (élévation du niveau d'instruction et augmentation de la fréquentation scolaire ; baisse de la mortalité infantile<sup>12</sup>).

### *Utilisation des fonds reçus à des fins productives ou non productives*

26. On a toujours pensé que les fonds envoyés par les migrants étaient dépensés pour la consommation directe (médicaments, nourriture, voiture, etc.) au lieu d'être investis à des fins productives, et qu'ils engendraient ou entretenaient la dépendance. Or, des analyses plus récentes ont montré que les fonds provenant de ces transferts contribuaient davantage à l'augmentation des dépenses consacrées par les ménages à l'éducation qu'à celle des dépenses qu'ils affectent à la consommation (Adams 2005 sur le Guatemala), l'éducation étant une condition essentielle du développement économique. On voit ainsi combien il est difficile de distinguer les usages non productifs des usages productifs des fonds transférés (Seddon 2004). Par ailleurs, un nombre croissant d'études ont fait apparaître l'existence d'un lien direct entre l'augmentation des entrées de fonds et le niveau de l'investissement (Mishra 2005, Leon-Ledesma et Piracha 2004).

### *Effets produits sur la pauvreté*

27. Il est logique de supposer que le montant des fonds envoyés par les migrants à leur famille restée dans le pays d'origine, parce qu'il permet à celle-ci de répondre à ses besoins essentiels, a un impact global positif sur la pauvreté (Adams 2005).

---

12. Shawn M. Kanaiupuni et Katherine M. Donato, 1999, "Migradollars and Mortality: The Effects of Migration on Child Mortality," *Demography* 36, No. 3, cité dans Lopez-Cordova, 2006, "Globalization, Migration and Development: The Role of Mexican Migrant Remittances".

*Effets produits sur les inégalités*

28. Les études effectuées par la Banque mondiale sur le Guatemala et le Ghana ont montré que les envois de fonds engendraient une légère accentuation des inégalités de revenu, mais il est ressorti d'autres études, qui ont porté sur l'Égypte, le Pakistan et les Philippines, que ces transferts avaient un effet négatif sur la répartition des revenus en milieu rural (Adams 2005), en raison du petit nombre de personnes qui en bénéficient.

*Fuite des cerveaux et gaspillage des compétences*

29. La fuite des cerveaux hors des pays en développement désigne le départ de travailleurs très qualifiés de ces pays vers des pays développés dans le but d'y obtenir des salaires plus élevés (Bhagwati et Hamada, 1974). Mais il peut y avoir apport de compétences i) si le flux des travailleurs qualifiés rentrant dans leur pays d'origine est important, et ii) si l'accès à l'éducation des personnes qui bénéficient des envois de fonds s'améliore (Garcia Pires, 2009). L'apport de compétences est neutralisé par un gaspillage de matière grise lorsque les migrants qualifiés ne peuvent obtenir un emploi à la hauteur de leur qualification dans le pays d'accueil. Dans bien des cas, le gaspillage de compétences est dû à l'immigration illégale et à la faible transférabilité internationale du capital humain (Hanson, 2006; Chiswick et Miller, 2007).

*Envois de fonds et facteurs macroéconomiques*

30. Il est généralement admis que les envois de fonds contribuent i) à faire reculer la pauvreté, ii) à atténuer les contraintes de crédit et l'instabilité macroéconomique, iii) à préserver la consommation en cas de choc dommageable, et iv) à faire croître l'investissement dans le capital humain et physique.

31. Dans son [rapport sur les conséquences macroéconomiques des envois de fonds paru en 2008](#), le FMI décrit ces derniers comme des transferts anticycliques compensatoires au sens où ils jouent un rôle analogue à celui des dispositifs publics d'assurance sociale ou des apports d'aide, car ils servent à renforcer le bien-être de la famille des migrants et n'entraînent pas nécessairement une augmentation du capital productif national. Le rapport ajoute que les envois de fonds:

- accroissent la consommation et les loisirs, améliorant le bien-être ;
- renforcent la viabilité de la dette publique et réduisent le risque-pays en abaissant le coût marginal du service de la dette ;
- remplissent une fonction d'assurance contre les chocs que peut subir la famille ;
- font croître les recettes provenant des impôts prélevés sur la consommation pour financer les activités des administrations publiques.

32. Les auteurs du rapport appellent toutefois l'attention sur deux phénomènes pervers potentiels :

1. **le « syndrome hollandais »** : les envois de fonds peuvent aggraver les déséquilibres existant entre les secteurs exportateurs et les secteurs non exportateurs (orientation de l'augmentation de la demande de consommation vers les seconds), entraînant une hausse des prix et une détérioration de la balance des paiements ;
2. **le problème de l'« aléa moral »** : l'augmentation des revenus engendrée par les envois de fonds permet aux personnes qui en bénéficient de travailler moins (diminution de l'offre de

main-d'œuvre) ou peut les amener, si elles affectent ces fonds à des investissements, à faire en la matière des choix dont la rentabilité ne sera pas garantie.

33. Les travaux précités concernant les motifs qui déterminent les envois de fonds et l'impact de ces derniers tendent à montrer que ces transferts i) ont des effets économiques à la fois positifs et négatifs, et ii) ne sont pas clairement orientés vers le développement. On pourrait donc en conclure qu'il serait peu logique de considérer que les envois de fonds relèvent du financement du développement. Toutefois, étant donné qu'ils constituent une énorme source potentielle de financement de l'investissement productif et de l'accroissement du bien-être, leur intégration dans l'éventail des ressources que reçoivent les pays en développement dressé par le CAD sera utile pour éclairer l'élaboration de la politique de coopération pour le développement et les décisions d'affectation des ressources financières destinées au développement.

#### IV. Les envois de fonds et les analyses statistiques du CAD

##### *A. Comment faire davantage de place aux envois de fonds dans les analyses du CAD ?*

34. Conformément au mandat confié au CAD par la Réunion à haut niveau de 2012, qui a invité celui-ci à améliorer les statistiques sur tous les apports de ressources aux pays en développement, et afin de faciliter le suivi des efforts d'exécution de l'engagement du G20 de réduire le coût des services de transfert de fonds, sont exposées dans cette section plusieurs solutions possibles pour permettre au CAD de faire davantage de place aux envois de fonds dans ses analyses et autres travaux.

35. Comme il a été indiqué dans la section III, les envois de fonds représentent pour les pays en développement d'énormes apports et jouent un grand rôle dans l'atténuation des effets des chocs économiques qu'ils peuvent subir. C'est pourquoi ils sont de plus en plus souvent pris en compte dans les analyses économiques, ainsi que lors de l'élaboration des politiques de développement afin de les faciliter et d'optimiser leur impact sur le développement.

36. Compléter l'éventail des ressources reçues par les pays en développement que le CAD a établi en y incorporant des données sur les envois de fonds aiderait à porter davantage l'attention sur ces derniers lors de la définition et de la mise en œuvre des stratégies de coopération pour le développement. **Une liste non exhaustive des actions concrètes qui pourraient être menées pour enrichir l'éventail dressé par le CAD, est présentée ci-dessous pour examen :**

- dans le prolongement de la proposition formulée en 2004 par les États-Unis<sup>13</sup>, les membres du GT-STAT pourraient examiner s'il est utile et souhaitable de **présenter, sous la forme d'un nouveau tableau dans l'annexe statistique du Rapport sur la coopération pour le développement**, des données sur l'ensemble des ressources que reçoivent les pays en développement en y incluant les envois de fonds;
- une analyse des entrées de fonds, ainsi que des efforts déployés par les donateurs pour les faciliter, pourrait aussi être **incorporée dans d'autres supports de présentation de données et études connexes**, comme un rapport bisannuel du GT-STAT sur les envois de fonds, ou les examens par les pairs qui pourraient faire une place à la question des mesures prises par les donateurs pour réduire le coût des envois de fonds ;
- **assurer, sur le site de statistiques de l'OCDE, l'accès aux données de la Banque mondiale sur les envois de fonds** : le Secrétariat pourrait envisager de collaborer avec la Banque mondiale à l'étude de solutions techniques qui facilitent l'intégration d'informations sur les envois de fonds

13. Voir [DCD/DAC/STAT/A\(2004\)1/RD6](#).

parmi les données sur les apports totaux de ressources aux pays en développement pouvant faire l'objet de requêtes sur OECD.STAT ;

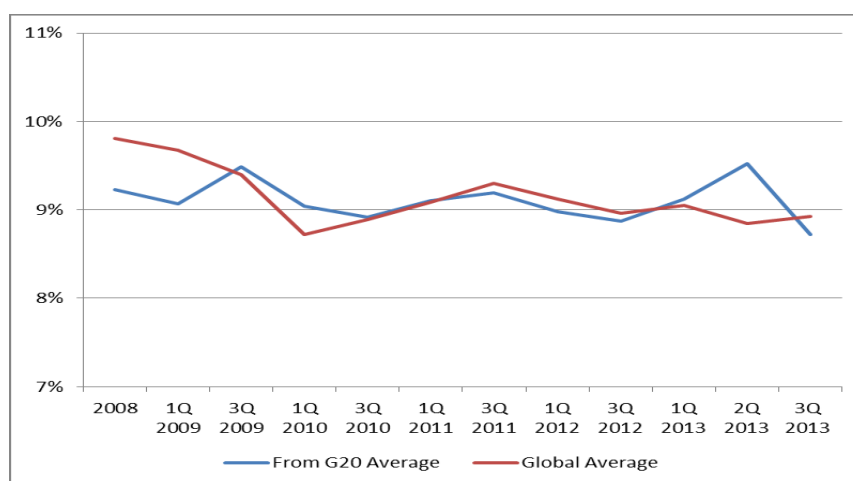
- des pages spéciales sur les envois de fonds pourraient être créées sur le site internet consacré aux apports de ressources au-delà de l'APD, afin de présenter les principales tendances et de donner des informations sur l'importance de ces apports par rapport à tous ceux que reçoivent les pays en développement.

### ***B. Comment mieux cerner les efforts de soutien des envois de fonds dans les statistiques du CAD ?***

37. Le GT-STAT pourrait aussi effectuer des travaux en vue de mieux cerner les efforts déployés par les donateurs pour soutenir les envois de fonds. Outre l'exécution du mandat confié au CAD par la Réunion à haut niveau d'étendre le champ couvert par la collecte des données sur le financement du développement, le recensement systématique des efforts financiers visant à faciliter et à promouvoir les envois de fonds servirait en particulier de contribution au suivi du respect de l'engagement pris par le G8 en juillet 2009, lors du sommet de l'Aquila, d'atteindre « l'objectif d'une réduction du coût moyen des transferts qui devrait passer de 10 % à 5 % en 5 ans ».

38. Comme le montre le graphique 2 ci-dessous, au troisième trimestre de 2013, le coût total moyen des envois de fonds est resté stable, à 8.9 %, mais le coût de ces transferts à partir des pays du G20 est tombé au-dessous de 9 % pour la première fois de l'année, passant à 8.7 %. La réduction du coût des envois de fonds de 10 % à 5 % promise par les pays du G20<sup>14</sup> aurait des effets positifs non négligeables, notamment dans le cas des transferts Sud-Sud, plus onéreux. Aussi bien les pays expéditeurs que les pays destinataires ont été appelés à adopter des politiques propres à créer des conditions concurrentielles et transparentes sur le marché, à assurer l'accès à des services financiers de meilleure qualité et à encourager une utilisation plus éclairée et plus productive des fonds transférés. Une courte analyse des efforts que les membres ont déclaré avoir faits en vue de faciliter les envois de fonds et d'accroître leur impact sur le développement, est présentée à l'annexe.

**Graphique 2. Coût moyen de l'envoi de 200 USD des pays du G20**  
(Source : Remittance Prices Worldwide, Banque mondiale)



1T 3T 1T 3T 1T 3T 1T 3T 1T 2T 3T  
Moyenne à partir des pays du G20 Moyenne mondiale

14. Déclaration du Sommet du G20, 5 décembre 2011, point 77.

39. Afin d'aider les donateurs à notifier leurs efforts de soutien des envois de fonds et de faciliter les analyses qu'ils peuvent faire sur le sujet, le Secrétariat pourrait étudier la possibilité **d'incorporer un code-objet spécifique pour les mesures de facilitation, promotion et optimisation des envois de fonds dans la catégorie 240 « Banques et services financiers »**. Ce serait là un moyen concret de recenser les efforts déployés par les membres du CAD dans ce domaine, ainsi que de suivre l'exécution de l'engagement du G20 de faciliter les envois de fonds par la réduction du coût de ces transferts. De plus, un lien clair serait établi avec le mandat de la Réunion à haut niveau, qui a demandé de faire en sorte que l'APD soit utilisée de façon à mobiliser d'autres ressources publiques et privées pour le financement du développement.

40. Le cadre statistique actuel du CAD pourrait aussi aider à mieux recenser les efforts financiers particuliers que font certains donateurs (comme le Royaume-Uni) pour assurer la réalisation de travaux de recherche et améliorer les données et la méthodologie relatives aux envois de fonds, si des dispositions étaient prises pour que les codes-objet existants du SNPC (ex., 16062 « Renforcement des capacités statistiques » ou 43082 « Institutions scientifiques et de recherche ») couvrent également ces efforts.

## ANNEXE

**INFORMATIONS COMMUNIQUÉES PAR LES MEMBRES DU CAD AU SUJET DU SOUTIEN  
QU’ILS APPORTENT POUR FAVORISER LES ENVOIS DE FONDS**

Une recherche textuelle dans la base de données du SNPC a montré que plusieurs donateurs se servaient de l’APD pour faciliter les envois de fonds (tableau ci-dessous). Au cours de la période 2006-2011, des engagements représentant un montant de plus de 400 millions USD ont été pris à cette fin (notamment pour le renforcement des capacités statistiques et des campagnes de sensibilisation). Il demeure toutefois difficile de dresser un tableau complet du soutien apporté par les donateurs dans ce domaine et d’analyser les tendances en la matière car l’identification des données correspondantes du SNPC dépend de la qualité des informations figurant dans les champs de texte intitulés « titre du projet », « description longue » et « canal d’acheminement ». À partir des résultats de la recherche textuelle, le Secrétariat a réparti les projets recensés entre quatre grandes catégories d’actions de soutien des envois de fonds (voir « Objectif général » dans le tableau ci-dessous). Les graphiques 1 et 2 présentent respectivement les dix premiers bénéficiaires des projets relatifs aux envois de fonds et les dix premiers donateurs ayant mis en place ces projets<sup>15</sup>. Il ressort du graphique 3 que la majeure partie des activités visant à soutenir les envois de fonds sont actuellement notifiées dans la rubrique « infrastructure et services économiques », banques et services financiers. Cette pratique est systématique depuis quelques années bien qu’aucun des codes-objet du SNPC ne fasse expressément état d’un lien quelconque avec les envois de fonds.

**Tableau 1. Les projets concernant les envois de fonds et leurs objectifs généraux**  
Engagements 2006-2011, milliers USD, prix courants

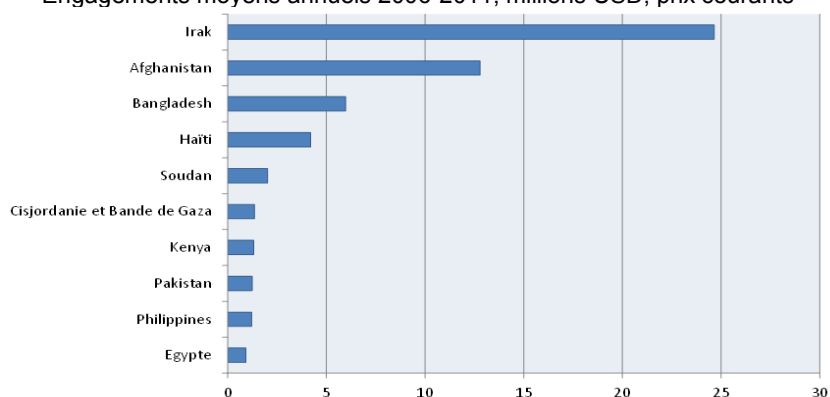
Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011*
Facilitation, promotion et optimisation	15,339	54,011	81,216	98,672	101,988	53,843
Recherche	45	377	1,288	565	1,611	0
Renforcement des capacités statistiques	290	317	118	0	36	0
Travaux méthodologiques	81	15	48	124	53	522
Autres	1,007	452	198	7,707	258	942
<b>Total</b>	<b>16,761</b>	<b>55,173</b>	<b>82,868</b>	<b>107,068</b>	<b>103,947</b>	<b>55,307</b>

\* La diminution observée pour 2011 est peut-être due à des projets qui n’ont pu être identifiés dans les champs de texte du SNPC.

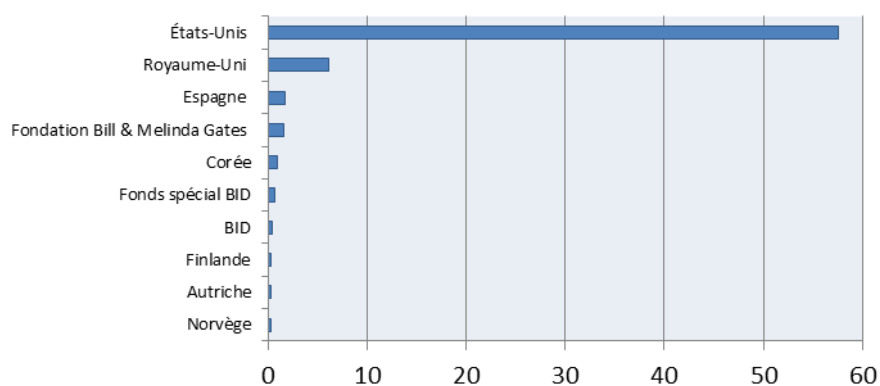
15. La recherche textuelle a pu être effectuée en trois langues (anglais, français et espagnol) pour l’ensemble des champs SNPC intitulés « canal d’acheminement », « titre du projet » et « description longue ».



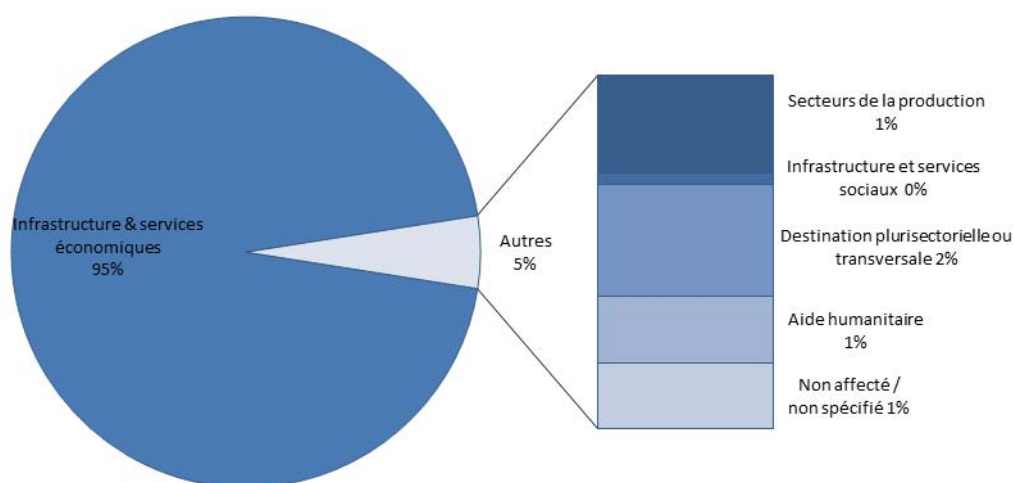
**Graphique 1. Les 10 premiers bénéficiaires des projets relatifs aux envois de fonds**  
Engagements moyens annuels 2006-2011, millions USD, prix courants



**Graphique 2. Les 10 premiers donneurs ayant mis en place des projets relatifs aux envois de fonds**  
Engagements annuels moyens 2006-2011, millions USD, prix courants



**Graphique 3. Secteurs du CAD dans lesquels sont actuellement classés les projets relatifs aux envois de fonds lors de la notification statistique**  
Engagements 2011



## BIBLIOGRAPHIE

- A. Cox Edwards et M. Ureta (2003), *International Migration, Remittances, and Schooling: Evidence from El Salvador*, Journal of Development Economics, NBER Working Paper Series, National Bureau of Economic Research, Cambridge.
- A. Garcia Pires (2009), *Brain Drain and Brain Waste*, Centre for Research and Analysis of Migration.
- B. Chiswick et P. Miller (2007), *The International Transferability of Immigrants' Human Capital Skills*, IZA Discussion Paper 2670.
- B. Roberts et K. Banaian (2004), *Remittances in Armenia: size, impacts, and measures to enhance their contribution to development*, USAID, Erevan.
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement / Banque mondiale (2011), *Migration and Remittances Factbook 2011*, Washington DC.
- Banque mondiale (2006), *Services de transfert de fonds pour les travailleurs migrants: principes généraux*, Comité sur les systèmes de paiement et de règlement.
- Banque mondiale (2013), *An Analysis of Trends in the Average Total Cost of Migrant Remittance Services*, Remittance Prices Worldwide Report 7.
- Banque mondiale (2013), *Migration and Development Brief 21. Migration and Remittance Flows: Recent Trends and Outlook, 2013-2016*, Washington DC.
- Center for Global Development (2004), *Remittances and the war on global poverty: private sector innovations and public policy issues*, table ronde, Washington DC.
- D. Ratha (2003), *Workers' Remittances - An Important and Stable Source of External Development Finance*, dans Global Development Finance 2003 (chapitre 7), Banque mondiale, Washington DC.
- D. Ratha et W. Shaw (2007), *South-South Migration and Remittances*, Working Paper no. 102, Banque mondiale, Washington DC.
- D. Seddon (2004), *South Asian remittances: Implications for development*, Contemporary South Asia, Londres
- Department for International Development du Royaume-Uni (2003), *Migrant Remittances to Developing Countries. A scoping study: overview and introduction to issues for pro-poor financial services*.
- E. López-Cordova (2006), *Globalization, Migration and Development: The Role of Mexican Migrant Remittances*, Institute for the Integration of Latin America and the Caribbean, Buenos Aires.
- Fonds monétaire international (2006), *Luxembourg Group on Remittances: Progress Report*, Comité des statistiques de balance des paiements du FMI, Francfort.
- Fonds monétaire international (2008), *Macroeconomic Consequences of Remittances*, Washington DC.
- Fonds monétaire international (2009), *Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale*, Washington DC.
- Fonds monétaire international (2009), *Remittances: Publication of Final Remittances Compilation Guide, Other Recent Developments, and Future Plans*, Comité des statistiques de balance des paiements du FMI, Shanghai.
- Fonds monétaire international (2009), *Transactions internationales liées aux envois de fonds : guide pour les statisticiens et les utilisateurs*, Washington DC.

- G. Hanson (2006), *Illegal Migration from Mexico to the United States*, Journal of Economic Literature.
- G. Hanson et C. Woodruff (2002), *Emigration and Educational Attainment in Mexico*, San Diego.
- Institut des politiques migratoires (2004), *Beyond Remittances: The Role of Diaspora in Poverty Reduction in their Countries of Origin*, Washington DC.
- J. Bhagwati et K. Hamada (1974), *The brain drain, international integration of markets for professionals and unemployment: A theoretical analysis*, Journal of Development Economics.
- K. Savage et P. Harvey (2007), *Remittances during crises Implications for humanitarian response*, Humanitarian Policy Group, Overseas Development Institute.
- L. Monzon et E. Tudakovic (2004), *Remittances: A Canadian Perspective*, Division de la coordination des politiques internationales, Citoyenneté et Immigration Canada (CIC), avec une étude de B. Ndarishikanye, Division de l'analyse et de la recherche, Agence canadienne de développement international (ACDI)
- M. Leon-Ledesma et M. Piracha (2004), *International Migration and the Role of Remittances in Eastern Europe*, International Migration Review.
- N. Hildebrandt et D. McKenzie (2005), *The effects of migration on child health in Mexico*, Policy Research Working Paper Series 3573, Banque mondiale.
- O. Stark, (1991), *Migration in LDC's: Risk, Remittances, and the Family*, Finance and Development, Université Harvard, Cambridge.
- Organisation internationale pour les migrations (2009), *IOM and Remittances 2009*.
- P. Acosta, E. Lartey et F. Mandelman (2007), *Remittances and the Dutch disease*, Federal Reserve Bank of Atlanta.
- P. Mishra (2005), *Macroeconomic Impact of Remittances in the Caribbean*, document non publié, Fonds monétaire international, Washington DC.
- R. Adams (2005), *Remittances, household expenditure and investment in Guatemala*, Banque mondiale, Washington DC.
- R. Lucas et O. Stark (1985), *Motivations to Remit: Evidence from Botswana*, Journal of Political Economy, Université de Chicago, Chicago.
- S. Kanaiupuni et K. Donato (1999), *Migradollars and Mortality: The Effects of Migration on Child Mortality*, Demography 36.

## Présentations

- F. Lemos et J. Reinke (2007), *The Luxembourg Group on Remittances*, CEMLA Centro De Estudios Migratorios Latinoamericanos.
- Institut commun de Vienne (2011), *Measurement of Remittances*, Département des statistiques du FMI.
- M. Cirasino et D. Ratha (2012), *The Global Effort in the Remittances Arena, Updates from the World Bank*, XIème réunion du Groupe de travail sur les envois de fonds, Tokyo.